



**EXTENSION DU BÂTIMENT DE CARROSSERIE DE L'ECOLE
NATIONALE DE POLICE DE OISSEL
BATIMENT 33**

**PRO-DCE
LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES**

MAITRE D'ŒUVRE

VOLUME ARCHITECTES

60 Rue des Hacquets
76 230 QUINCAMPOIX
Tél. : 02.35.98.43.30 – Fax : 02.35.88.90.40
Courriel : cyrille.lemeille@volume-architectes.com



Architecture, urbanisme & environnement

MAITRE D'OUVRAGE

**PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE
SECURITE OUEST - SGAMI**

28 Rue de la Pilate
CS 40725
35207 RENNES CEDEX 2



Table des matières

1 -	PRESENTATION	3
2 -	PRESCRIPTIONS GENERALES	3
2.1	DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS	3
3 -	CONNAISSANCE DES LOTS	7
4 -	CONNAISSANCE DU DOSSIER – VISITE DES LIEUX	7
5 -	MESURES - QUANTITATIF	8
6 -	ETUDES ET PLANS D'EXECUTION	8
7 -	SPECIFICATIONS GENERALES	9
8 -	PROVENANCE – QUALITE ET PREPARATION DES TRAVAUX	9
9 -	EXECUTION DES TRAVAUX – LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	10
10 -	REUNION DE CHANTIER	11
11 -	RECEPTION DE CHANTIER	11
12 -	PLANNING PREVISIONNEL ET D'EXECUTION	11
13 -	PENALITES	11
14 -	INSTALLATION DE CHANTIER	11
15 -	COMPTE PRORATA	12
16 -	NETTOYAGE DU CHANTIER	12
17 -	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	12

1 - PRESENTATION

Le présent document concerne la construction d'une extension de l'atelier carrosserie du bâtiment 33 de l'Ecole Nationale de Police de Oissel.

La surface actuelle dédiée à la carrosserie est insuffisante suivant les besoins des utilisateurs. L'extension est réalisée sur la façade Est du bâtiment existant entre les files 1 et 6.

Le projet prévoit la création de 2 zones :

- une zone « extension atelier carrosserie » de 150m² ouverte sur la surface existante entre les files 1 et 3. Cet espace permet de créer 2 nouveaux postes équipés de pont ciseaux ayant chacun leur propre accès. Un troisième accès sur la façade Est de l'extension est dédié au poste de l'existant.
- Une zone « attente couverte » de 227m² entre les files 3 et 6 ouvert sur l'extérieur en façade Est pour stationner les véhicules endommagés faisant espace tampon avec l'atelier de carrosserie.

Les travaux sont répartis suivant l'allotissement suivant :

- Lot n° 00 – Prescriptions communes
- Lot n° 01 – Gros Œuvre démolition
- Lot n° 02 – Charpente métallique
- Lot n° 03 – Couverture, bardage
- Lot n° 04 – Menuiseries extérieures
- Lot n° 05 - Plomberie, chauffage
- Lot n° 06 – Electricité

2 -PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1 DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

Les ouvrages du présent CCTP sont communs à tous les lots et s'applique à l'ensemble des lots du marché. Ils devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables et énumérés dans chaque lot concerné.

Les Documents Techniques Unifiés :

GROS ŒUVRE

- ⇒ DTU 12 : Terrassements.
- ⇒ DTU 13.1 : Fondations superficielles.
- ⇒ DTU 20 : Maçonneries.
- ⇒ DTU 20.11 : Parois et murs de façade en maçonnerie.
- ⇒ DTU 14.1 : Travaux de cuvelage.
- ⇒ DTU 21 : Béton armé.
- ⇒ DTU 21.4 : L'utilisation de chlorure de calcium et des adjuvants contenant des chlorures dans la confection des coulis, mortiers et béton.
- ⇒ DTU 23.1 : Parois et murs en béton banché.
- ⇒ DTU 26.1 : Enduits au mortier de liants hydrauliques.
- ⇒ DTU 26.2 : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques.

ETANCHEITE

- ⇒ DTU 43.1 Etanchéité des toitures terrasses et toitures inclinées avec éléments porteurs en maçonnerie en climat de plaine.
- ⇒ DTU 43.5 : Réfection des ouvrages d'étanchéité des toitures terrasses ou inclinées.
- ⇒ Documents de référence classement FIT des étanchéités des toitures publiés par cahier CSTB n° 2358 de Septembre 1989.
- ⇒ DTU 40.5 (XP P36-210) : Travaux d'évacuation des eaux pluviales

MENUISERIES EXTERIEURES – SERRURERIE

- ⇒ DTU 36.5 : Mise en œuvre des fenêtres et portes extérieures.
- ⇒ DTU 37.1 : Menuiseries métalliques.
- ⇒ DTU 36.1/3701 de Mai 1974 : Choix des fenêtres en fonction de leur exposition (mémento).
- ⇒ DTU 37.1 : Menuiseries métalliques.
- ⇒ DTU 39 de Février 1987 : Travaux de miroiterie - vitrerie.
- ⇒ DTU 39.1 de Février 1980 : Travaux de vitrerie (cahier des charges).
- ⇒ DTU 39.4 de Mars 1977 : Travaux de miroiterie et vitrerie en verre épais (Cahier des charges, mémento de la conception des ouvrages).
- ⇒ NF P 20.501 de Juillet 1974 : Méthodes d'essais des fenêtres.
- ⇒ NF P 20.302 d'Avril 1980 : Caractéristiques des fenêtres.
- ⇒ NF P 20.502 de décembre 1975 : Méthodes d'essais des fenêtres - Essais de perméabilité à l'air (Norme européenne en 77).
- ⇒ NF P 20.503 de septembre 1977 : Méthodes d'essais des fenêtres - Essais de résistance au vent (Norme européenne en 77).
- ⇒ NF P 32.002 de décembre 1981 : Verre étiré - Généralités.
- ⇒ NF P 78.101 de Mai 1977 : Miroiterie - Garnitures d'étanchéité et produits annexes – Vocabulaire.
- ⇒ NF P 78.301 de Septembre 1985 : Verre étiré pour vitrage de bâtiment.
- ⇒ NF P 78.302 de Septembre 1985 : Glaces pour vitrage de bâtiment.
- ⇒ NF P 78.303 de Juin 1980 : Verre feuilleté pour vitrage de bâtiment.
- ⇒ NF P 78.304 de Juin 1990 : Verre trempé pour vitrage de bâtiment.
- ⇒ NF P 78.305 de Juin 1980 : Verre armé plan pour vitrage de bâtiment.
- ⇒ NF P 26.101 à 26.415 : Quincaillerie du bâtiment.
- ⇒ NF P 01.004 : Huisseries et bâtis.
- ⇒ NF P 25.101 : Fermetures extérieures de bâtiment. Classification – Désignation.
- ⇒ NF P 25.351 : Fermetures pour baies extérieures équipées de fenêtres caractéristiques mécaniques.
- ⇒ NF P 25.352 : Fermetures pour baies extérieures équipées de fenêtres.
- ⇒ Directives UEATC pour l'agrément des fenêtres en PVC rigide utilisées à l'extérieur, dans le bâtiment (Cahier 1163, livraison 136 de janvier/février 1973 du CSTB).
- ⇒ NF P 20.505 d'août 1980 : Méthodes d'essais des fenêtres - Essais d'étanchéité à l'eau (sous pression statique (Norme européenne en 1986).
- ⇒ NF P 32.003 de décembre 1981 : Glace non colorée. Généralités.
- ⇒ NF P 20.504 de Septembre 1977 : Méthodes d'essais des fenêtres. Présentation du rapport d'essai (NE 78).
- ⇒ NF P 20.506 de janvier 1981 : Méthodes d'essais des fenêtres. Essais mécaniques (Norme européenne EN 107).
- ⇒ Cahier n°3183 du CSTB : Conditions générales de mise en œuvre en travaux neuf et dormants existants de fenêtres PVC faisant l'objet d'un avis technique.
- ⇒ NF P 84.300 à 84.316 : Produits d'étanchéité.
- ⇒ NF P 34.402 et 34.403 : Bandes façonnées et couvre-joints métalliques.
- ⇒ NF P 34.411 : Plaques ondulées ou nervurées en alliage d'aluminium.
- ⇒ NF P 34.601 : Bandes et tôles d'aluminium pré laquées en continu.
- ⇒ NF P 34.631 : Façonnés linéaires en aluminium ou alliage d'aluminium.
- ⇒ NF P 01.012 : Règles de sécurité relatives aux garde-corps et rampes.
- ⇒ NF P 05.321 à NF P 0.8 .321 0 8.322 : Performances des façades et essais.
- ⇒ NF P 27 : Décret 69.596 du 14 juin 1969.
- ⇒ NF A 50.452 : Aluminium et alliages pré laqués en tôle ou en bandes.
- ⇒ NF A 14.101 : Aluminium et alliages pré laqués.
- ⇒ NF A 91.450 : Anodisation de l'aluminium et des alliages.

- ⇒ NF P 06.001 et NF P 06.004 : Base de calcul des constructions.
- ⇒ NF P 85.102 et NF P 85.304 : Joints.
- ⇒ NF P 75.100 : Isolants thermiques.
- ⇒ NF P 01.102 de Juillet 1988 : Règles de sécurité relatives aux dimensions des garde-corps.
- ⇒ NF P 24.301 d'Avril 1982 : Menuiseries métalliques, protection contre la corrosion et préservation des états de surface.
- ⇒ NF P 27.101 à 27.415 concernant la quincaillerie du bâtiment.
- ⇒ NF P 24.101 de Février 1983 : Menuiseries métalliques. Terminologie.
- ⇒ NF P 25.101 : Fermetures extérieures de bâtiment. Classification - Désignation.
- ⇒ NF P 24.401 : Menuiseries métalliques, profilés pour huisseries et bâtis.
- ⇒ NF P 24.403 : Menuiseries métalliques, huisseries.
- ⇒ NF P 24.404 : Menuiseries métalliques, bâtis et contre bâtis.
- ⇒ NF P 32.301 d'Août 1980 : Spécifications techniques des fenêtres, portes-fenêtres et châssis fixes métalliques;
- ⇒ Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- ⇒ NF 27404 : Normes PTT à respecter pour les installations intérieures (ouverture totale).
- ⇒ NF 27405 : Normes PTT à respecter pour les installations extérieures (ouverture totale).
- ⇒ Arrêtés des 25 juin 1980 et 23 janvier 1985 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments.

PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION

- ⇒ Normes françaises de la classe P.40.
- ⇒ D.T.U. 60.1 et ses additifs, 60.31, 60.32 et 60.33 applicables aux travaux de PLOMBERIE SANITAIRE.
- ⇒ D.T.U 60.5, 60.11, 60.41.
- ⇒ DTU 68.1 et 68.2 concernant les installations de ventilation mécanique.
- ⇒ DTU 65, 65.4, 65.8, 65.9, 65.10, 65.11 concernant les installations de chauffage.
- ⇒ Normes NF P 41.201 : Travaux plomberie – NF P 43 : Robinetterie.
- ⇒ Cahiers des prescriptions spéciales correspondants.
- ⇒ Normes NF C 15.100 et NF C 14.100 et leurs additifs, concernant les installations électriques.
- ⇒ DTU 24.1 – Fumisterie – Conduit de cheminée.
- ⇒ PR NF EN 15287-1/A1 de juin 2010 : Conduits de fumées, conception, installation et mise en service des conduits de fumées – Partie 1 : Conduits de fumées pour appareils de combustion qui prélèvent l'air comburant dans la pièce.
- ⇒ DTU 68.1 (norme XP 50-410) - Installations de ventilation mécanique contrôlée.
- ⇒ DTU 68.2 (norme XP 50-411-1) - Exécution des installations de ventilation mécanique contrôlée.
- ⇒ Arrêté du 6/10/78 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur.
- ⇒ Arrêté du 24/03/82 modifié par l'arrêté du 28/10/83, dispositions relatives à l'aération des bâtiments.
- ⇒ Loi du 31.12.92 relative à la lutte contre le bruit,
- ⇒ Norme NFP 50.401, 50.402 : Conduit de distribution d'air.
- ⇒ Norme NFE 51.700, 51.711, concernant les installations de VMC.
- ⇒ NFE 51-713 : Bouches d'extraction pour VMC - Spécifications et contrôle de la conformité aux spécifications.

ELECTRICITE – COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES

- ⇒ Toutes les prescriptions particulières applicables des sociétés concessionnaires, notamment pour les raccordements aux réseaux d'électricité (ERDF) et téléphone (Orange).
- ⇒ L'ensemble des normes européennes (E.N.), et l'ensemble des normes françaises émanant de l'A.F.N.O.R. et de l'U.T.E. (Union Technique de l'Electricité) se rapportant aux ouvrages décrits. Les normes européennes prévaudront sur les normes françaises qui devront être prises par défaut.
- ⇒ Attention, le Bâtiment 22 est situé dans l'emprise de l'ENP : spécificité au niveau des raccordements à prendre en compte

Installation Basse Tension

- ⇒ Dispositions du Décret du 14 novembre 1988 relatives à la "protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques" ainsi qu'à toutes les interprétations officielles de ce Décret (circulaires du Ministère du Travail en particulier),
- ⇒ Dispositions des Arrêtés des 9 et 11 mai 1951, relatives à la "Protection contre les parasites d'origine électrique",
- ⇒ NFC 15-100 : Installations électriques basse tension,
- ⇒ NFC 15-900 : Cohabitation entre les réseaux de communication et d'énergie – installation des réseaux de communication,
- ⇒ NFC 14-100 : Installations des branchements basse tension tarifs bleu et jaune,
- ⇒ Arrêté du 26 février 2003 et décrets associés portant sur les installations d'éclairage de sécurité dans les établissements assujettis à la législation du travail.

Code du travail

- ⇒ Décret N°92-332 du 31 mars 1992,
- ⇒ Décret N°94-346 du 2 mai 1994 (relatif aux dispositions concernant la prévention des incendies et l'évacuation applicables aux lieux de travail),
- ⇒ Arrêté du 5 août 1992 modifié par arrêtés du 22 septembre 1995 et du 10 septembre 1998 relatif aux dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.

Réseaux VDI (Voix Donnée Image)

- ⇒ Décrets et arrêtés concernant l'établissement des lignes téléphoniques dans les immeubles neufs,
- ⇒ Normes, règlements et recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (C.C.I.T.T.),
- ⇒ Aux spécifications techniques de France Télécom,
- ⇒ ISO 8802-3 Norme relative au réseau de type Ethernet,
- ⇒ EIA/TIA 568 spécifications pour le câblage des réseaux de communication,
- ⇒ ISO DIS 11801 Norme précisant les dispositions techniques et les performances du câblage des réseaux,
- ⇒ Aux normes CEM, notamment EN 55022, EN 50081-1 et EN 50082-2,
- ⇒ NFC 15-900 : cohabitation entre les réseaux de communication et d'énergie – installation des réseaux de communication.

Système de sécurité incendie

- ⇒ Arrêté du 21 juillet 1994 relatif aux dispositions concernant les SSI,
- ⇒ Code du travail,
- ⇒ Normes AFNOR relatives aux Systèmes de Détection Incendie :
 - NFS 61930 à NFS 61940,
 - NFS 61150, NFS 61961, NFS 61962,
 - NFS 61970.

REGLES DE CALCUL :

- ⇒ Règles de calcul EUROCODE
- ⇒ Eurocode 3 "Calcul des structures en acier"
- ⇒ Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier (construction métallique N° 3 – 1982)
- ⇒ NFP 06 001 Charges d'exploitation des bâtiments (en l'absence de précision indiquée dans la partie description des ouvrages).
- ⇒ Règles NV 65 Modifiées 99 Règles définissant les effets du vent sur les constructions Modificatif N°2.
- ⇒ Les charges climatiques à prendre en compte seront définies par les "Règles définissant les effets de la neige et du vent" établies par le Groupe de Coordination des textes Techniques (Règles NV 65 modifiée 99, 67) et par les "Actions de la neige sur les constructions" (Règles N 84 modifiées 95).
- ⇒ DTU 60.11 (DTU P40-202) : Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire des installations d'évacuation des eaux pluviales
- ⇒ Règles N84 Modifiées 2000 Action de la neige sur les constructions.
- ⇒ Eurocode 4 "Conception et dimensionnement des structures mixtes acier-béton 4349
- ⇒ Le REEF édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)
- ⇒ Les règles CM en vigueur Règles de calcul des constructions en acier" ;
- ⇒ Les règles FA "Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier" ;

Réglementation sécurité :

- ⇒ Code du travail

Cette liste est non limitative, l'entrepreneur est tenu de respecter toutes les réglementations, normes NF/EU, décrets, annexes, amendements, circulaires, avis technique, en vigueur et liés à ses prestations.

Tout ouvrage ou mise en œuvre non conforme aux réglementations en vigueur seront obligatoirement et intégralement remplacer aux frais de l'entreprise titulaire du présent lot.

3 -CONNAISSANCE DES LOTS

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir pris connaissance des prestations et plans techniques des autres lots afin d'analyser et prendre en compte dans son offre toutes les limites de prestation.

4 -CONNAISSANCE DU DOSSIER – VISITE DES LIEUX

Pour l'élaboration de son offre, l'entrepreneur est censé connaître parfaitement l'ensemble du dossier de consultation.
Une visite est obligatoire pour l'ensemble des lots.

Toute limite de prestation ou de fourniture imprécise doit faire l'objet de questions de la part de l'Entreprise lors de son chiffrage afin qu'aucun litige ultérieur ne puisse intervenir lors de la réalisation de la mission. Toute question ou demande de précisions sera effectuée selon les modalités énoncées à l'article 3.5 du règlement de consultation.

L'entrepreneur devra s'assurer de l'état des bâtiments, terrains, accès, etc. actuels du site, il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux tels qu'ils sont, pour réclamer une indemnité ou demander d'éventuelles rémunérations pour travaux supplémentaires.

Chaque entreprise aura apprécié toutes les difficultés ou adaptations liées au site, que ce soit en termes d'accès (livraisons, accès des véhicules de travaux, etc.) que d'interventions (blindage, échafaudage, etc.).

Toutes les dispositions nécessaires à l'élaboration des travaux en fonction de l'état du site seront incluses dans l'offre de l'entreprise. Toutes demandes de prestations complémentaires liées à des adaptations d'interventions (sauf travaux complémentaires demandés par le Maître d'Ouvrage) seront systématiquement refusées.

5 -MESURES - QUANTITATIF

Les quantités renseignées au bordereau DPGF et les dimensions indiquées aux CCTP sont toujours données exclusivement à titre indicatif et indiquées « ouvrage en place ».

L'entrepreneur, avant remise de son offre, devra effectuer les vérifications nécessaires des quantités et prises de cotes lors de la visite afin de les inclure dans la remise de son offre. Nous rappelons que la visite est obligatoire pour l'ensemble des lots.

Les pertes éventuelles nécessaires ou les ouvrages annexes indispensables à la réalisation des travaux seront pris en compte dans l'offre générale de l'entreprise.

Il devra vérifier les dimensions existantes sur site et prendre connaissance des plans fournis au présent dossier de consultation.

Les prix forfaitaires et quantités indiqués dans les documents marché seront toujours donnés « ouvrages mis en œuvre sur site » incluant toutes les préparations, ouvrages complémentaires ou annexes, nécessaires à la bonne mise en œuvre de l'ouvrage. Toutes les prestations annexes indispensables à la réalisation des travaux sont implicitement inscrites dans l'offre de l'entreprise.

Le titulaire de chaque lot ne pourra à aucun moment, exiger tout supplément de prix sur des ouvrages annexes indissociables de la prestation à réaliser ou sur une mauvaise appréciation du site (accessibilité, dimensions des ouvrages existants, etc.)

Sont inclus dans son offre de prix, les frais d'adaptation des prestations du présent lot aux ouvrages existants.

6 -ETUDES ET PLANS D'EXECUTION

Études techniques - Notes de calcul – Plans – Fiches techniques

Les plans d'exécution des ouvrages sont à la charge de l'entrepreneur, ainsi que l'établissement des plans d'atelier et des plans de montage sur chantier.

Les plans d'exécution prendront en compte les existants et devront s'y adapter.

Les plans et les dessins devront faire apparaître tous les détails d'exécution d'assemblages, de fixations, etc., et ils seront cotés, établis à une échelle en rapport aux dimensions des ouvrages. Les plans et détails correspondront à chaque cas de figure du présent bâtiment à réaliser. **Toutes les coupes et détails type provenant des documentations fabricant seront systématiquement refusés par la Maîtrise d'œuvre.**

Tous les plans, dessins, notes de calcul seront remis à l'architecte en temps voulu en fonction du planning d'exécution. Tous les plans seront cotés dans les 3 dimensions. La référence de cotation pour les ouvrages seront toujours réalisés à partir des files d'axes de l'ossature métallique.

L'entreprise devra obligatoirement fournir des plans et détails réalisés par l'intermédiaire d'un logiciel de Dessin Assisté par Ordinateur par Autocad (ou tout logiciel pouvant être converti en fichier Autocad) L'entreprise ne disposant pas de logiciel devra obligatoirement recourir à un bureau d'études équipés dont les frais seront systématiquement compris dans l'offre de prix générale.

Les études techniques de l'entrepreneur comprendront toutes les fiches techniques et avis techniques concernant ses ouvrages pour validation par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

A notification du premier ordre de service, l'entrepreneur devra produire et remettre les documents cités ci-avant sous **20 jours calendaires en 3 exemplaires** pour validation de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle. Un exemplaire papier sera transmis à la Maîtrise d'Ouvrage.

Transmission d'informations aux autres corps d'état

L'entrepreneur devra fournir aux autres corps d'état tous les renseignements qui leur seront nécessaires pour l'établissement de leurs études techniques. A compter de la date de demande du corps d'état concerné, l'entrepreneur devra transmettre **sous 10 jours calendaires** les informations nécessaires avec copie de l'envoi au Maître d'œuvre et bureau de contrôle.

Plans de réservation

L'entrepreneur titulaire d'un lot devra donc, avec le concours du ou des entrepreneurs concernés, mettre au point et établir les plans de réservation.

A notification du premier ordre de service, l'entrepreneur devra produire et remettre les documents cités ci-avant **sous 15 jours calendaires en 3 exemplaires** pour validation de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

Il est bien spécifié que dans le cas où tous oublis par un entrepreneur d'un lot de certaines réservations renseignés par les lots concernés, les travaux complémentaires nécessaires seront entièrement à la charge du dit lot, sans supplément de prix.

7 - SPECIFICATIONS GENERALES

Les travaux devront comprendre toutes les fournitures et la mise en œuvre ainsi que toutes prestations accessoires nécessaires pour assurer la livraison des ouvrages en complet et parfait état de finition.

Dans tous les cas, les ouvrages devront respecter les indications figurées aux plans du Maître d'Œuvre en ce qui concerne le principe de menuiseries, le nombre, la disposition et les systèmes des ouvrants, etc.

Avant l'exécution des ouvrages, le titulaire de chaque lot de ce marché devra relever exactement les mesures de vide en tableau de toutes les baies devant recevoir des menuiseries. Il signalera, le cas échéant, au Maître d'œuvre, toutes différences importantes qu'il aurait constatées.

8 -PROVENANCE – QUALITE ET PREPARATION DES TRAVAUX

Matériels et matériaux

Les matériaux, matériels et fournitures diverses utilisés pour l'exécution des travaux ainsi que les caractéristiques ou usines de production proposées par l'entrepreneur devront être soumis au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage pour acceptation avant emploi.

Dans tous les cas, les matériaux et matériels seront certifiés NF/CE.

Les équipements soumis à un degré coupe-feu ou une réaction au feu spécifique seront obligatoirement titulaires d'un procès-verbal d'essais conforme et à jour.

Les matériaux isolants seront certifiés ACERMI, vitrages CEKAL, etc.

Echantillons

Chaque entrepreneur devra présenter des échantillons ou prototypes de leurs ouvrages au Maître d'Ouvrage et Architecte pour validation. Les nombres et types d'échantillons sont détaillés dans chaque CCTP respectif.

Contrôles

Tous les ouvrages devront être conformes aux normes et échantillons remis.

Garantie fabricant

Tous les ouvrages et produits employés seront obligatoirement soumis à une garantie constructeur avec un minimum de 1 an. L'entrepreneur sera tenu d'en informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre. Il présentera les certificats du fabricant attestant la garantie.

Les ouvrages et procédés réalisés seront conformes et en accord avec les réglementations qui leurs sont applicables tels que les DTU, normes NF/CE, etc.

9 - EXECUTION DES TRAVAUX – LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

Connaissance des lots

Le candidat de chaque lot doit avoir pris connaissance des prestations et plans techniques des autres lots afin d'analyser et prendre en compte dans son offre toutes les limites de prestations.

Maintien des ouvrages

La proposition de l'entreprise s'entend compris la réfection de tous les ouvrages défectueux et ce jusqu'à la réception des travaux, ainsi que la protection des ouvrages contre les chocs, salissures et intervention des autres corps d'état.

Le titulaire de chaque lot devra prévoir, dans sa proposition, tout complément qu'elle jugerait indispensable à la bonne réalisation de ses prestations.

Exécution

Lors de l'application, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de solliciter, s'il le juge nécessaire, les conseils bénévoles du fabricant dont les produits auront été retenus.

Protection des ouvrages

Le titulaire de chaque lot est responsable de tous les dégâts qu'il pourrait occasionner sur ses ouvrages, les ouvrages des autres corps d'état ou les ouvrages mitoyens.

Il sera tenu responsable et devra remettre en état à ses frais tous ouvrages auxquels il aura occasionné des dégradations et ceci sans délai d'exécution.

Réception des supports

Le titulaire de chaque lot devra réaliser la réception des supports au maximum **5 jours calendaires** avant son intervention.

Elle sera obligatoirement réalisée en présence de l'entreprise ayant réalisé le support, le titulaire du lot intervenant par la suite, et le Maître d'œuvre.

En cas d'absence de l'entreprise intervenante sur le support, cette réception ne pourra être reportée qu'une seule et unique fois d'un délai maximum de **5 jours calendaires**. Dans le cas d'une nouvelle absence, l'entrepreneur aura réputée avoir réceptionné le support, sans réserve et prendra en charge toutes les reprises et adaptations nécessaires à ses ouvrages conformément au DTU.

Cette réception ne pourra être effectuée qu'en présence des 3 parties. Toute réception individuelle en dehors de la date de réception des supports est proscrite.

Il est rappelé aux entreprises que la réception concerne l'état de surface du support conformément aux DTU et aux exigences minimales des ouvrages à venir.

Chaque lot doit les préparations des supports conformes au DTU et prévus au présent CCTP, et qu'il a l'obligation de réaliser les reprises nécessaires dans la limite des tolérances acceptées par le DTU, à défaut il remplacera l'ouvrage.

10 - REUNION DE CHANTIER

Le responsable du suivi des travaux de chaque entreprise sera présent à chaque réunion de chantier dont il fera l'objet d'une convocation sur le compte-rendu de chantier.

Toute absence devra faire l'objet d'une information au Maitre d'ouvrage et au Maitre d'œuvre au minimum 2 jours avant la réunion de chantier (en dehors des week-ends et jours fériés en cas de réunion le lundi).

11 - RECEPTION DE CHANTIER

Le responsable du suivi des travaux de chaque entreprise sera obligatoirement présent à la réception de chantier. En cas d'absence, il ne pourra contester les réserves qui lui auront été notifiées.

Le responsable du suivi des travaux sera obligatoirement présent à la réunion de levées des réserves.

12 - PLANNING PREVISIONNEL ET D'EXECUTION

Lors de la consultation, le candidat devra indiquer dans son mémoire technique les délais d'exécution propre à son lot comprenant les délais de commandes.

Le candidat doit comprendre et est réputé avoir compris dans son offre de prix tous les moyens humains et matériels nécessaires au respect des délais du planning prévisionnel de son lot.

Un planning d'exécution sera établi lors de la préparation de travaux par les entreprises.

13 - PENALITES

Les pénalités journalières sont soumises au Cahier des Clauses Administratives Particulières, puis à défaut d'informations, au Cahier des Clauses Administratives Générales travaux.

14 - INSTALLATION DE CHANTIER

Les installations de chantier sont à la charge du lot 01-Gros œuvre pour un effectif de 10 personnes. Les bungalows réfectoire, vestiaires seront accolés au bâtiment 28.

Le maitre d'Ouvrage met à disposition :

- les sanitaires en services dans le bâtiment 68.

L'ensemble des locaux mis à disposition sont aussi utilisés par le personnel de l'école de Police.

Les entreprises doivent laisser les lieux propres. Un contrôle hebdomadaire sera réalisé. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire intervenir une entreprise de nettoyage aux frais des entreprises en cas de non-respect de l'hygiène des locaux.

Les entreprises doivent prendre connaissance du plan d'installation de chantier.

15 - COMPTE PRORATA

Il n'y a pas de compte prorata.

Chaque entreprise est en charge :

- d'évacuer ses déchets par ses propres moyens,
- de procéder au nettoyage hebdomadaire du chantier,
- de procéder à un nettoyage final en fin de chantier.

16 - NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque titulaire des lots devra le nettoyage quotidien du chantier après chacune de ses interventions et avant le passage du corps d'état suivant ainsi que l'évacuation des gravats à la décharge publique.

Le chantier sera tenu dans un état de propreté constant pour la durée du chantier.

L'entrepreneur fournira à ses équipes tout le nécessaire pour satisfaire cette prestation : balais, aspirateurs, sacs, bennes, serpillières, produits d'entretien, etc.

Avant chaque prise des lieux pour intervention, le corps d'état intervenant signalera à la maîtrise d'ouvrage tout manquement à la bonne tenue du chantier nécessitant un nettoyage avant travaux. Dans ce cas, le nettoyage immédiat incombera l'entreprise ayant précédé le corps d'état. Dans le cas contraire, le présent corps d'état acceptera l'état des lieux pour intervention et tout nettoyage lui incombera exclusivement.

Les jours de retard calendaires dus à des manquements au nettoyage du chantier seront appliqués au(x) corps d'état concerné(s), application de pénalités prévues au CCAP.

Dans le cas de constat de manquement au nettoyage du chantier constaté par le Maître d'ouvrage sans avoir été alerté préalablement, le nettoyage des lieux sera réalisé par une entreprise qualifiée désignée par le Maître d'Ouvrage dont les frais seront imputés de manière égale au(x) corps d'état concerné(s).

17 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Le titulaire du présent lot fournira **15 jours après la réception des travaux**, un dossier des ouvrages exécutés (DOE) provisoire pour validation préalable avant remise du DOE définitif comme suit :

- ⇒ 3 exemplaires papier pour le Maître d'Ouvrage + 3 Clés USB.
- ⇒ 1 exemplaire papier pour le CSPS pour établissement de son dossier d'intervention ultérieur sur les ouvrages.
- ⇒ 1 exemplaire papier pour le Bureau de Contrôle pour établissement de son rapport final de contrôle technique.

Le DOE comprendra :

- ⇒ Les plans, détails, coupes, notes de calculs à jour de l'opération,
- ⇒ Les fiches techniques avec Procès-Verbaux et Avis techniques divers des matériaux,
- ⇒ Les notices techniques des entretiens nécessaires des matériaux par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de la pérennité du produit.

Il est rappelé aux entrepreneurs qu'aucun procès-verbal de levées des réserves, ni établissement de décompte général définitif (DGD) ne sera établi en l'absence de remise des DOE.